

Les Dossiers Du Mois

005
Août 2012



**La formation et l'emploi
pour dire non à la violence**

Sommaire



Page 3

La formation et l'emploi pour dire non à la violence

Page 7

Gonaïves: Des travaux d'infrastructure
pour une ville plus salubre

Page 8

Réduction de la violence communautaire:
quand les jeunes à risque deviennent des bâtisseurs

Page 10

Portrait : Monique Excellent, engagée jusqu'au bout
dans la réduction de la violence communautaire

Page 12

Protéger les ravines de Morne l'Hôpital
pour sauver des vies à Martissant

La formation et l'emploi pour dire non à la violence



Dans le cadre de son programme de lutte contre la violence communautaire, la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH), à travers sa Section de Réduction de la Violence Communautaire (RVC), a mis en œuvre une stratégie de soutien aux autorités haïtiennes qui consiste à favoriser la création d'opportunités d'emploi pour extraire les groupes vulnérables de l'influence potentielle des gangs armés. En effet, la résolution 1702 du Conseil de Sécurité du 15 août 2006 stipule que la MINUSTAH doit « réorienter ses efforts (...) vers un programme complet de réduction de la violence communautaire adapté aux conditions locales, et comprenant une assistance au renforcement de la gouvernance locale et de l'Etat de droit ».

Autorisée en 2006 dans le cadre de la Résolution 1702 du Conseil de Sécurité du 15 août 2006, la Section RVC a mis en place un programme visant à créer des conditions favorables à la réduction de la violence communautaire dans les différents quartiers marginalisés de la région métropolitaine de Port-au-Prince, des Gonaïves et de Cap-Haïtien, réalisant plus de 255 projets pour un montant global de 35 millions de dollars US au profit de jeunes, femmes et enfants des rues des communautés marginalisées.

David et Versailot travaillent, avec une vingtaine d'autres jeunes Haïtiens, comme maçons sur le chantier du Centre de Traitement du Choléra (CTC) à l'Hôpital Gheskio de Port-au-Prince. Agés d'environ 25 ans, ils gagnent chacun presque 6.000 Gourdes (soit 144 \$US) par mois. Longtemps au chômage avant de trouver cet emploi rémunéré, ces jeunes hommes vivent depuis le séisme du 12 janvier 2010 dans le camp Jean Marie Vincent, proche de Cité Soleil. Issus de milieux défavorisés, sans diplômes et donc sans opportunités professionnelles, ils auraient pu facilement basculer dans la délinquance pour subvenir à leurs besoins. Mais, aujourd'hui, après avoir suivi plus de 6 mois de formation en construction, menuiserie et plomberie, ils exercent un travail permanent qui les protège contre un éventuel recours à la violence ou à des activités délictueuses ou criminelles.



Ce choix salutaire, ils le doivent à leur volonté de s'en sortir, mais aussi à l'appui de la Section RVC qui a financé un projet de placement professionnel des jeunes exécuté par l'ONG «Haitian Partners for Christian Development» (HPCD). Selon son Directeur exécutif, le HPCD a pu assurer la formation de 600 jeunes en 2012 pour un budget de 200.000 dollars US. «La MINUSTAH sélectionne les jeunes des quartiers défavorisés et nous nous chargeons de les former et de les placer après leur formation», explique Ernsou Jean Louis.

Initiée dès 2007 et ciblant les zones surpeuplées et les quartiers défavorisés soumis à l'influence ou sous contrôle partiel des bandes armées, la stratégie de la Section RVC consiste essentiellement à financer des projets de formation professionnelle, de placement des jeunes dans les entreprises, de travaux à haute intensité de main d'œuvre comme la réhabilitation d'infrastructures et fournit aussi une assistance légale aux plus démunis. Ce qui a permis de procurer à ce jour du travail à 21.678 chômeurs, d'employer temporairement 53.000 jeunes (hommes et femmes),

de former et de trouver un emploi à 1.110 jeunes à risque et de permettre la participation rémunérée de 30.000 autres à la réalisation de 26 projets environnementaux.

Selon Gemma Cortés, chargée du Suivi et Evaluation à la RVC, tous ces projets sont financés par sa section mais mis en œuvre par des organisations internationales et nationales, le Gouvernement haïtien et le bataillon brésilien de la MINUSTAH, BRABAT. «Entre 2010 et 2011 nous avons financé 63 projets et cette année 57 autres, avec un budget d'au moins 200.000 dollars US pour chacun de ces projets», a-t-elle indiqué. La RVC intervient au Nord (Cap-Haïtien), dans l'Artibonite (Gonaïves - Raboteau/Descachos -, St Marc), à l'Ouest (Cité Soleil, La Saline, Wharf, Jérémie, Bel Air, Delmas 2, Carrefour Feuille, Martissant, Fontamara, Gressier, Léogane, Petit Goâve, Grand Goâve) au Sud (Les Cayes) et au Sud Est (Côte de Fer, Bainet, Vallée de Jacmel, Marigot, Belle Anse, Grand Gosier) et tous ses projets prennent en compte les besoins identifiés par les communautés elles-mêmes.

Une approche inédite au sein des opérations de maintien de la paix

La Section de Réduction de la Violence Communautaire a pris le relais de la Section Démobilisation, Désarmement et Réinsertion (DDR) de la MINUSTAH, dont le mandat consistait à assister la Commission Nationale de Désarmement, de Démantèlement et de Réinsertion (CNDDR) des gangs et groupes armés. Toutefois, les programmes DDR au sein des opérations de maintien de la paix étant plus adaptés aux conflits armés qu'à la violence et à la criminalité urbaines – c'est le cas d'Haïti – le Conseil de Sécurité des Nations Unies a donc chargé la MINUSTAH dans le cadre de sa résolution de 2006 de « se concentrer sur les quartiers vulnérables sous influence des bandes armées, qui se nourrissent de conditions socio-économiques défavorables pour recruter leurs membres ». En effet, selon Thomas Kontogeorgos, chef de la Section RVC, la violence communautaire est souvent « générée par les mauvaises conditions de vie dans certaines communautés tant sur le plan environnemental que sur le plan humain ». Coordonnateur du Bureau régional Ouest de la RVC, Pierre Mérité Dieusibon précise quant à lui que sa section cible les quartiers dont les indicateurs sociaux et institutionnels sont dans le rouge pour mener ses actions. « L'absence d'eau potable, d'écoles, d'espaces récréatifs, d'institutions judiciaires, de commissariats (...) ne sont pas des conditions innées, mais peuvent être source de violence ».

Ce qui fait craindre que, sans programmes nationaux à long terme en faveur de l'emploi, de la santé, de l'hygiène et de l'assainissement, sans une présence policière et judiciaire fortes dans les quartiers à risque, la portée des initiatives en faveur de la paix communautaire devant soutenir l'action de l'Etat, risque d'être limitée dans le temps et dans l'espace.

Cependant, malgré les immenses défis à relever, l'expérience menée par la RVC en Haïti suscite déjà l'intérêt d'autres pays en phase de post-conflit où, à côté des initiatives classiques de désarmement, la réintégration et la réinsertion des anciens membres de groupes armés et des communautés affectées par la violence au sein de la société, devient une priorité pour

« Clean Blocks »

pour favoriser un environnement
communautaire pacifié

Projet-phare de la lutte contre la violence communautaire dans la capitale haïtienne, « Clean Blocks » consiste à intégrer la communauté et les jeunes à risque de Cité Soleil aux côtés des Casques bleus de la MINUSTAH dans des activités visant à assainir leur environnement, au propre et au figuré, par la peinture de maisons, le ramassage des ordures et l'installation de lampadaires solaires pour éclairer les rues. Dans cette commune de Port-au-Prince réputée à risque en raison de la présence de bandes armées, la RVC est parvenue, selon le maire de la capitale, à y faire baisser de façon considérable la violence communautaire grâce à ses interventions. Selon Benoit Gustave, « il y avait beaucoup de cas de kidnappings, d'assassinats, de viols et de vols à Cité Soleil, mais actuellement ces actes sont de moins en moins fréquents », assure-t-il, attribuant pour partie l'amélioration du climat sécuritaire aux efforts de lutte contre la violence communautaire, dont l'impact est régulièrement évalué par les différents acteurs de ce projet, à savoir la RVC, les Casques bleus brésiliens et les leaders communautaires de Cité Soleil.

la stabilisation durable de ces pays. Ainsi, après une mission d'étude en janvier en Haïti d'une équipe de responsables du Département des Nations Unies pour l'Etat de droit et de la Mission de l'Union Africaine et des Nations Unies au Darfour (UNAMID), les programmes de réduction de la violence communautaire sont désormais en place au Darfour (Soudan), et le seront bientôt en Côte d'Ivoire.

Gonaïves: Des travaux d'infrastructure pour une ville plus salubre

En juin dernier a été lancée dans le cadre des programmes de la Section de Réduction de la Violence Communautaire (RVC) de la MINUSTAH, une série de projets visant à réduire les risques d'inondation et à assainir la ville des Gonaïves tout en fournissant un emploi temporaire à des milliers de riverains au chômage. Des travaux financés à hauteur de 571.549 dollars US et réalisés en partie par la Compagnie d'ingénierie indonésienne de la MINUSTAH (INDOENGCY) avec les riverains de la zone.



Ces travaux qui concernent trois quartiers défavorisés de la Cité de l'Indépendance, à savoir Raboteau, Assiphat et K-Soleil, ont consisté à rétablir, en amont, un pont, à profiler le canal et à construire dix ponceaux, deux rampes et 968 mètres linéaires de canal.

A K-Soleil, zone toujours très vulnérable en période de pluies, les travaux avancent. Une bonne partie de la rue Clervaux, traversée par un drain et deux canaux, est déjà recouverte de béton. « Sur les 425 mètres linéaires, près de 300 ont déjà été couverts », fait remarquer Alexis Oreste, l'ingénieur en charge de ce chantier.

« Finies les rues boueuses, inondées d'eau et porteuses de maladies. Bref, de meilleures conditions de vie », se réjouit Mergély Chérilus, un jeune étudiant

du quartier. Les résidents d'Assiphat, eux aussi commencent déjà à observer des changements dans leur quartier vulnérable aux inondations. « La réhabilitation de ce canal revêt pour nous une grande importance, particulièrement pendant la saison cyclonique, car, à chaque pluie, nous avons les pieds dans l'eau », explique Jeanserne Fleury.

En effet, des amoncellements de déchets plastiques ou des constructions anarchiques bloquaient à chaque nouvelle averse l'écoulement des eaux usées et pluviales. A ce jour, selon les chiffres fournis par la Section de la RVC, plus de 2,100 mètres cube de déchets ont été enlevés et 2.252 emplois temporaires créés.

Réduction de la violence communautaire: quand les jeunes à risque deviennent des bâtisseurs

Au quartier du Bicentenaire à Port-au-Prince, une dizaine de jeunes travaillent dans la construction d'un Centre de Traitement de Choléra (CTC). Tous sont issus de quartiers sensibles de la capitale haïtienne. Tous, un jour, ont été ce que l'on appelle des jeunes à risque. Avec le programme de Réduction de la Violence Communautaire (RVC) de la MINUSTAH, ils ont pu apprendre un métier. Au terme de leur formation professionnelle, ils sont aujourd'hui apprentis maçons, et se lancent dans la vie professionnelle.



Ce lundi 25 juillet, ils sont 11 ouvriers diplômés du Centre de Formation Professionnelle de la Réforme (CFPR) à Delmas, à travailler sur un chantier situé au local des Centres GHESKIO. Vêtus de leur t-shirt bleu au logo de la firme de construction qui les a embauchés et de leur casque jaune, ces jeunes se lancent dans la vie professionnelle.

Sur ce site, qui a démarré le 14 mai dernier, les jeunes travaillent sur une superficie de 720 mètres carrés. Le travail commence tous les jours à 7 heures et se termine à 17 heures, et ce, du lundi au vendredi. Au bruit du marteau-piqueur et sous un soleil de plomb, les ouvriers, sous la supervision de l'ingénieur Desrosiers, redoublent d'efforts pour finir le travail à

temps. «Nous avons un délai de 3 mois pour terminer», nous dit David Sintisar, qui, tout en travaillant, nous sert de guide. Ce jeune homme de 25 ans, habitant du quartier Village La Paix / Wharf Jérémie, non loin de Cité Soleil, rêve de devenir un professionnel de la construction. Il estime que la formation reçue pendant 6 mois au CFPR a été très importante car elle lui a permis d'acquérir des connaissances en maçonnerie, ferrailage et coffrage ou charpente.

De son côté Jean Wiltaud Dossou, 22 ans, habitant du Parc Jean Mary Vincent, se dit satisfait de son travail, qui est l'aboutissement de mois de formation qui lui

ont permis de sortir de son état de désœuvrement.

En dépit des difficultés, comme le manque d'outils de travail, ces jeunes sont déterminés à construire leur avenir à partir de cet emploi qu'ils considèrent comme un véritable démarrage dans la vie professionnelle.

Dans le cadre de ses projets de formation et d'appui au placement en entreprises, la section RVC de la MINUSTAH, en partenariat avec d'autres acteurs tels que le CFPR, a déjà financé les études et appuyé le placement sur le marché de l'emploi de centaines de jeunes issus des quartiers défavorisés de Port-au-Prince.



Portrait : Monique Excellent, engagée jusqu'au bout contre la violence

Elle a le tempérament d'une fonceuse. Elle est infatigable et dévouée. Son credo: Lutter contre la violence en Haïti auprès des bénéficiaires des programmes de la Section de la Réduction de la Violence Communautaire (RVC) de la MINUSTAH, au sein de laquelle elle travaille depuis 2006. Portrait d'une Haïtienne engagée.



Monique Excellent n'a pas le profil type d'une diplômée en sciences administratives. C'est en tant que chauffeur que cette mère de deux adolescentes a fait ses premiers pas au sein de la Mission des Nations Unies pour la Stabilisation en Haïti (MINUSTAH) en 2005. Un métier traditionnellement réservé aux hommes, dit-elle, mais qui n'effrayait pas cette native des Gonaïves (Artibonite). L'année suivante, elle

postule et intègre la Section de la Réduction de la Violence Communautaire (RVC) en tant qu'officier de programmes. Agée d'une quarantaine d'années, elle est aujourd'hui la seule femme haïtienne cadre au sein du Bureau de l'Ouest de cette section de la MINUSTAH. Courageuse et passionnée par son travail, Monique ne craint pas de se rendre dans des quartiers réputés sensibles de Port-au-Prince, afin de faire le suivi de

projets ou de préparer de nouvelles initiatives avec les communautés visant à créer des conditions propices à la stabilité et à la cohésion sociale. «Je n'ai pas peur d'aller à Cité Soleil ou à Bel-Air», déclare-t-elle, confiante, évoquant les quartiers où travaille en priorité la Section RVC. «Il faut simplement savoir comment aborder les gens, se mettre dans leur peau, après quoi ils vont t'entendre», confie Monique.

Soif de paix en jeans et sandales



Vêtue d'une paire de jeans, de sandales et d'un T-shirt siglé 'Mwen swaf lapè' – 'J'ai soif de paix' en créole -, un slogan de la Section RVC, Monique, toujours souriante, est à l'aise au bureau comme sur le terrain. En visite à l'Ecole Cité aux Cayes, à Delmas 31, pour superviser les travaux de reconstruction de l'établissement financés par la RVC, elle encourage les maçons à terminer le travail à temps pour la prochaine rentrée scolaire dans ce quartier populaire de la capitale. Quelques raccourcis plus loin, au volant de son véhicule tous-terrains, elle vient assister à la remise des diplômes aux 194 jeunes formés aux métiers du bâtiment au Centre Pilote de Formation Professionnelle (CPFP), un des principaux partenaires de sa section. Un projet qui a permis à ces jeunes des quartiers populaires de la capitale de bénéficier d'opportunités de formations professionnelles et d'emplois, un moyen de les éloigner de l'influence potentielle des gangs armés. Vêtus de toges et coiffés de toques pourpres pour l'occasion, un groupe d'élèves se précipite sur

Monique pour se faire prendre en photo avec elle. C'est un grand jour pour eux, mais aussi pour Monique qui se réjouit de l'aboutissement de mois d'efforts pour mener à bien ce projet. «C'est une collègue indispensable», sourit Nicolas Jean Baptiste, son collègue de travail. Toujours pleine d'énergie, elle s'arrête ensuite dans un centre de formation à Delmas 48 pour discuter au son des machines à coudre avec 13 jeunes femmes en stage de couture.

Au cours de ses visites de terrain, là où travaille la Section de la Réduction de la Violence Communautaire de la MINUSTAH, Monique suscite l'admiration de ses collègues et partenaires. Les jeunes issus des quartiers défavorisés l'écoutent attentivement. Mère pour certains, grande sœur pour d'autres, elle ne laisse personne indifférent. Pour Monique Excellent, ce travail quotidien auprès des communautés lui permet, avant tout, de mieux comprendre les autres pour les aider à s'intégrer et s'épanouir dans la société.





Protéger les ravines de Morne l'Hôpital pour sauver des vies à Martissant

Dans le cadre de sa stratégie de lutte contre la délinquance par la création d'opportunités d'emplois, et dans le même temps, limiter les risques pour les vies humaines et sensibiliser la population sur la nécessité de protéger l'environnement, la section Réduction de la Violence Communautaire (RVC) de la MINUSTAH a financé, à hauteur de 178.634 dollars US, des travaux d'aménagement des bassins versants de la zone de Morne l'Hôpital, formée de plusieurs ravines qui inondent la capitale haïtienne et ses environs aux moindres averses. Des travaux auxquels un total de 4.035 personnes résidant dans les quartiers en aval ont participé du 6 février au 2 août 2012.



Trois ravines de Morne l'Hôpital, sur les hauteurs de Martissant (une commune de Port-au-Prince), ont été réhabilitées dans le cadre de ce projet. Venus de quartiers vulnérables car situés en aval des ravines, 4.035 personnes ont formé, pendant 6 mois, des chaînes humaines à flanc de montagne pour construire des seuils en pierre sèche et planter entre les murets quelque 2 millions de vétivers et bambous sur une longueur de 3.000 mètres, afin de retenir les eaux de ruissellement et consolider le sol.

«Ces berges et seuils doivent permettre à l'eau de pluie d'infiltrer le sol et de limiter ainsi les risques d'éboulements et de glissements de terrains», a estimé Felder Théolin, le Coordonnateur de l'Organisation Nationale des Jeunes Professionnels pour Sauver Haïti (ONJPSH), initiatrice du projet. En effet, depuis que les travaux ont commencé, «les dégâts sont moins ressentis dans la zone, [alors qu'avant] à la moindre petite averse, le commissariat de Police de Martissant ainsi que la Route de Carrefour étaient inondés». Visés par ce projet de conservation des sols, les quartiers défavorisés de Fontamara, Martissant et la zone du Bicentenaire qui étaient régulièrement inondés et envahis d'alluvions qui dévalent, à chaque grosse pluie, les pentes de Morne l'Hôpital, a précisé Felder Théolin.

Ce type de projets qui contribue à freiner l'érosion des sols et les inondations dévastatrices, notamment pendant la saison cyclonique, met les projecteurs sur l'importance du reboisement d'Haïti et de la protection de l'environnement comme outil de croissance économique et de création d'emplois. Il contribue également, selon ses initiateurs, à renforcer la cohésion sociale en réduisant les risques de violence communautaire par la création d'emplois de proximité. En effet, les résidents, en majorité des jeunes s'étaient relayés par groupes de 220 lors de la construction des murs secs à Morne l'Hôpital. «Ce projet permet non seulement aux habitants de protéger leur environnement, mais aussi de gagner un peu d'argent pour subvenir à leurs besoins et ne pas succomber à la délinquance », a souligné Marc Joseph, un résident de Grand Ravine employé pour l'occasion.

Lors de sa visite du site des travaux à l'occasion de la Journée Mondiale de l'Environnement le 5 juin dernier, le Président de la République Michel Joseph Martelly avait encouragé la poursuite de ce type d'initiatives pour stabiliser les sols et créer des emplois communautaires. La Section de la Réduction de la Violence Communautaire de la MINUSTAH finance actuellement des projets similaires dans 27 autres bassins versants du pays.

